

NEWSLETTER 1-2013

à tous les membres des sections / *an alle Sektionsmitglieder*

Table des matières / Inhaltsverzeichnis	Page
1. Trafic marchandises : non à la provocation de l'Administration fédérale des douanes	1
2. Grêle du 20 juin 2013	2
3. Mesure d'assainissement 2013 des stocks AOC	3
4. Politique agricole 2014 - 2017	4
5. Viticulture européenne	5
1. <i>Warenverkehr : Provokation der Zollverwaltung</i>	6
2. <i>Hagelschlag vom 20. Juni 2013</i>	7
3. <i>Massnahmen zur Sanierung der Lagerbestände AOC-Weine</i>	8
4. <i>Agrarpolitik 2014 - 2017</i>	8
5. <i>Europäischer Weinbau</i>	10

1. Trafic marchandises : non à la provocation de l'Administration fédérale des douanes

En catimini, l'Administration fédérale des douanes (AFD) vient de lancer un projet très dangereux à l'encontre de la vitiviniculture suisse, en voulant augmenter la franchise d'importation libre de droit de 2 litres à 20 litres (par jour et par personne) et diminuer le droit de douane de 3.-/l à 2.-/l dès le 21^{ème} litre. Sur le fond comme sur la forme, cette révision est simplement inacceptable.

Pour rappel, la situation actuelle est la suivante en matière de trafic touristique : l'importation est libre de 0 à 2 litres, de 3 à 22 litres la taxe est de 60 cts/l, dès le 23^{ème} litre la taxe est de 3.-/l. Ainsi la règle est aujourd'hui déjà trop favorable à l'importation parallèle puisque 60 centimes par litre ne représentent pas un obstacle sérieux à l'importation. Il s'agit non seulement de lutter clairement contre la proposition de l'AFD, mais aussi de limiter plus encore le tourisme d'achat. A ces fins, la Fédération suisse des vignerons, l'Interprofession de la vigne et des vins suisses et l'Union suisse des paysans (USP) avaient déjà exigé en juin dans la consultation sur les Ordonnances PA2014/17 une diminution des "20 litres à 60 centimes" à une franchise quantitative de 5 litres, puis une taxe de 3.- dès le 6^{ème} litre. Une telle règle permettrait réellement d'avoir un impact favorable sur la production indigène.

Ainsi, nous sommes particulièrement déçus des propositions de l'AFD basées sur des critères purement administratifs, sans raisonnement économique envers notre vitiviniculture suisse. Pour rappel, notre branche doit relever, en plus des effets de la diminution de consommation (-14 % en 20 ans), le défi que représente le franc fort, notamment en lien aux importations parallèles estimées à quelque 25 millions de litres en 2012. En passant la franchise quantitative de 2 litres à 20 litres, les propositions de l'AFD dénotent d'un manque profond de respect et de compréhension pour notre activité économique quand on sait que la consommation nationale moyenne par personne se monte à 35 litres par an.

Ainsi, l'IVVS et la FSV n'accepteront en aucun cas l'augmentation de la franchise quantitative à 20 litres ni l'abaissement du droit de douanes à 2.-/litre. Rappelons encore que la réciprocité européenne n'est pas du tout à l'ordre du jour et que les quantités ainsi importées ne sont pas imputées au contingent tarifaire, il est d'autant plus inacceptable de favoriser leur importation.

Comme alternative permettant de restreindre le tourisme d'achat, en cohérence avec nos positions sur la PA 2014-2017, l'IVVS évalue à nouveau la franchise à 5 litres, puis un droit de douane de 3.-/litre dès le 6^{ème} litre. A ces fins, une consultation interne des organisations membres est en cours jusqu'au 5 août.

Finalement, il faut savoir que dans certaines régions frontalières, la franchise pour trafic voyageur est utilisée par des commerçants pour réaliser leurs affaires. La fonction "touristique" de la franchise est donc exploitée par de nombreux artisans importateurs. Augmenter la franchise à 20 litres ne fera qu'accentuer une importation parallèle souvent grise, mettant clairement en danger la production de vins suisses, les commerces locaux et la culture de notre vignoble. Par ailleurs, l'AFD ne sera pas à même de procéder aux contrôles nécessaires afin de garantir que les quantités importées en franchise de droit ne soient pas commercialisées.

Pour toutes ces raisons, la FSV et l'IVVS s'engageront afin de maintenir la franchise quantitative actuelle ou mieux encore de rendre le tourisme d'achat moins attractif. Nos organisations professionnelles prendront position définitivement pour le 13 août et interviendront au Conseil national en session de septembre, si utile à la cause.

2. Grêle du 20 juin 2013

Suite à l'orage de grêle dévastateur qui s'est abattu sur la Suisse romande le 20 juin dernier, de nombreux vignobles ont été très durement touchés, voire entièrement détruits dans les cantons de Genève, de Vaud, de Neuchâtel et de Berne. Le 24 juin 2013, le président de la FSV a demandé par courrier au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) son aval pour la mise en œuvre de mesures RHT dans les exploitations viticoles particulièrement concernées, comme cela avait été le cas dans le Lavaux en 2005. Le 28 juin, après un premier refus, le Seco a répondu positivement à la démarche de notre président. Les entreprises qui souhaitaient déposer une demande de RHT avaient jusqu'au 19 juillet 2013 pour la faire parvenir à leur administration cantonale respective. Enfin, la FSV va écrire au Département fédéral des finances pour que les produits de l'assurance-grêle soient imposés (IFD) en 2014 et non en 2013.

Par ailleurs, la Fédération suisse des vigneronns a publié le communiqué de presse suivant :

"De nombreux témoignages de soutien de citoyens et consommateurs ont touché les vigneronns et encaveurs concernés par la violence de l'orage de grêle du 20 juin 2013. Les professionnels de la vigne et des vins de Genève, Neuchâtel, du canton de Vaud, du Lac de Bièvre et la Fédération suisse des vigneronns (FSV) s'associent pour remercier la population de ces nombreux témoignages de soutien et de sympathie. A la question de savoir ce qu'il peut être fait pour apporter un véritable coup de pouce à la profession, la réponse réside simplement dans le fait de rester ou devenir de fidèles consommateurs de vins suisses, notamment des encaveurs concernés par la grêle. En effet, au-delà des dégâts, le défi majeur des producteurs et appellations

concernées est bien de conserver à court, moyen et long terme une clientèle fidèle, leur permettant d'à nouveau pérenniser l'entreprise et la culture du vignoble.

Lors de sa séance du 3 juillet, le comité de la FSV a fait un premier bilan des forts dégâts de grêle survenus dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et au bord du lac de Bière. En première estimation, environ 1100 hectares de vignes ont été touchés par la grêle à des degrés divers de dévastation (jusqu'à 100 % de pertes), ce qui représente quelque 6 millions de litres ou l'équivalent de 6 % de la vendange suisse. Ce volume significatif ne remet toutefois pas en cause l'approvisionnement national des marchés de vins suisses. Nos fidèles consommateurs et distributeurs se voient donc assurés de pouvoir commander sans réserve leurs vins suisses en 2013 et 2014.

Lors de cette même séance, les potentielles mesures cantonales et fédérales pouvant apporter un soutien aux entreprises sinistrées ont été évaluées. A cet égard, il s'agit de rappeler que l'assurance-grêle offre une couverture de risque satisfaisante pour la culture de la vigne. Elle ne prend toutefois pas en compte la valeur ajoutée et le travail réalisés en cave et pour la commercialisation. A ces fins, suite à l'intervention de la FSV, la reconnaissance par le SECO du statut de "phénomène naturel exceptionnel" devrait permettre aux entreprises et collaborateurs concernés de bénéficier du programme de réduction d'horaire de travail (RHT). Nous prions instamment le SECO et les cantons d'appliquer cette mesure avec pragmatisme afin de la rendre réellement utile, comme ceci avait été le cas en Lavaux en 2005. Nous rappelons ici que la RHT est financée par l'assurance chômage, caisse alimentée également par la branche vitivinicole. La RHT doit permettre de maintenir le précieux savoir-faire des vigneron, cavistes et œnologues dans nos entreprises afin de relever ce nouveau défi.

Pour le reste, la FSV salue les mesures prises par les cantons concernés et souligne encore ne pas vouloir de dérogations aux règles AOC, garantissant ainsi à long terme la qualité et l'authenticité de nos vins de terroir. Au final, afin de limiter le risque de pertes de marché, plus que jamais nos encaveurs et vigneron comptent sur la fidélité des consommateurs de vins suisses pour pérenniser leurs entreprises, cultiver le vignoble et continuer de nous régaler par d'excellents vins."

Enfin, la Société suisse d'assurance contre la grêle Suisse Grêle a procédé au bilan intermédiaire suivant de la tempête de grêle du 20 juin : les dommages à la vigne et aux cultures occasionnés par les orages de grêle du 20 juin en Suisse romande sont deux fois plus importants que les premières estimations le laissaient penser. Ils atteignent quelque 33 millions de francs, contre environ 15 millions de francs évoqués au lendemain des précipitations. Les résultats des expertises menées ces dernières semaines par quelque 170 spécialistes de Suisse Grêle font état de 25,5 millions de francs de dommages pour la vigne et 7,5 millions de francs pour les autres cultures (céréales, oléagineux, protéagineux, fruits, tabac, cultures maraîchères, horticoles et pépinières). Les cantons de Neuchâtel et Vaud sont les plus touchés, avec respectivement 12,5 millions et 12 millions de francs de dégâts (dont 11 et 8,5 millions à la vigne). Suivent Genève (4 millions, dont 3,5 à la vigne), Berne avec les environs du lac de Bière (3,5 millions dont 2,5 à la vigne), puis les autres cantons dont Fribourg et le Jura. Dans les régions touchées, environ 80 % des exploitations sont assurées contre la grêle et les autres forces de la nature. Suisse Grêle procédera au règlement des sinistres après les estimations définitives qui auront lieu peu avant la récolte. Le paiement devrait être effectué en octobre.

3. Mesure d'assainissement 2013 des stocks AOC

Le 15 mai 2013, le Conseil fédéral a adopté la mesure d'assainissement des stocks AOC demandée par la FSV et l'IVVS. Cet instrument fait partie du catalogue des mesures 2012 mis en consultation et appuyé par les sections FSV et IVVS. Les entreprises qui souhaitaient participer à l'appel d'offres avaient jusqu'au 19 juin 2013 pour adresser leur demande à l'Office fédéral de

l'agriculture (OFAG). Au total, 14 entreprises ont participé à l'appel d'offres pour un volume total de 4,9 millions de litres et un montant total de contributions de 7,4 millions de francs. Cependant, vu les dégâts dus à la grêle du 20 juin dernier, il a été demandé à l'OFAG que les viticulteurs touchés puissent renoncer à leur demande de soutien fédéral pour l'assainissement des stocks.

4. Politique agricole 2014 - 2017

Au début du mois d'avril 2013, l'OFAG a mis en consultation le train d'ordonnances relatif à la politique agricole 2014 – 2017. Sur les 16 textes législatifs soumis pour avis, la FSV s'est concentrée sur l'Ordonnance sur le droit foncier rural, l'Ordonnance sur les paiements directs, l'Ordonnance sur la terminologie agricole, l'Ordonnance sur les améliorations structurelles, l'Ordonnance sur les importations agricoles, l'Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles et sur l'Ordonnance sur le vin. Le 26 juin dernier, elle a adressé sa prise de position à l'OFAG. Il convient de relever avec satisfaction l'excellente collaboration avec l'IVVS, VITISWISS et l'ASVEI dans l'élaboration de cette prise de position. Elle a en effet contribué au fait que la position de base de la FSV ait été acceptée et reprise par l'ensemble de la branche.

Les principales demandes contenues dans la prise de position sont les suivantes :

Ordonnance sur le droit foncier rural

- Demander que la vinification soit considérée comme une activité proche de l'agriculture, devant être valorisée par des UMOS

Ordonnance sur les paiements directs

- Demander une contribution à des modes de production écologiques en cultures spéciales
- En ce qui concerne les bordures tampon, ne pas considérer les bisses, déversoirs, coulisses, chenaux d'irrigation et autres canaux dans les vignes comme des cours d'eau, respectivement les exempter de l'obligation d'une bordure tampon
- Demander une contribution pour vignes en banquettes de CHF 5'000.00/ha et pour les vignes en terrasses de CHF 6'000.00/ha
- Pour ce qui est des contributions à la sécurité de l'approvisionnement, demander que la contribution de base soit de CHF 950.00/ha et par an
- Pour les contributions pour terres ouvertes et cultures pérennes, contribution de base de CHF 550.00/ha et par an

Ordonnance sur la terminologie agricole

- Supprimer la limite minimale de 25 ares pour l'obtention de paiements directs en zone à bâtir

Ordonnance sur les améliorations structurelles

- Avoir la possibilité de donner des crédits d'investissements pour les cultures spéciales à des exploitations dès 0,75 UMOS
- Suppression de la limite de fortune pour ce qui est de l'octroi de soutien structurel

- Demander que la totalité des frais de reconstitution soit considérée comme imputable pour le calcul du crédit d'investissement
- Les investissements pour la création et l'entretien de terrasses et banquettes doivent également pouvoir bénéficier de crédits d'investissement

Ordonnance sur les importations agricoles

- Demander que la franchise quantitative pour le trafic voyageur pour usage privé soit diminuée à 5 l par jour et par personne et que la taxe douanière soit de 3.-/l dès le 6^{ème} litre

Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles

- Les sous-projets régionaux organisés à l'échelle suprarégionale ou nationale doivent pouvoir bénéficier d'une aide financière de 50 %

Ordonnance sur le vin

- Pour ce qui est de la vinification à façon, demander que la production, le traitement et l'entreposage puissent avoir lieu dans le respect des appellations cantonales
- Maintenir la désignation "Gletscherwein/Vin des Glaciers" dans la liste des termes viti-coles spécifiques
- Demander que l'utilisation du terme Riserva / Reserva / Réserve / Reserve soit réglée par les législations cantonales
- Demander que la définition "Œil-de-Perdrix" soit adaptée à la définition de l'Ordonnance sur les boissons alcooliques, permettant ainsi un coupage de 10 % avec du Pinot gris, respectivement un cépage blanc AOC, selon prochaine décision du DFI
- Ajouter dans la liste des dénominations traditionnelles la Petite Arvine, il vino prodotto con uva americana (TI et Mesolcina), ainsi que le Plant Robert (VD)

Il convient de relever l'excellente collaboration avec l'IVVS, VITISWISS et l'ASVEI dans l'élaboration de ces prises de position.

Enfin, la FSV a pris acte du non-aboutissement du référendum relatif à la PA 2014-2017. Pour rappel, l'assemblée des délégués du 24 avril 2013 à Bex s'était positionnée à l'unanimité contre ce référendum, estimant qu'une votation populaire pourrait avoir des répercussions négatives sur toute la branche.

5. Viticulture européenne

Après des années de lutte argumentée, le monde viticole européen peut se réjouir du retour au principe de régulation des plantations viticoles. En effet, la révolution ultralibérale initiée par l'ex-Commissaire danoise Mariann Fischer Boel à travers la suppression pure et simple des droits de plantation prévue par l'OCM-Vin de 2008 a vécu, sans même entrer en application. Il s'agira à l'avenir d'autorisations de planter et non plus de droits de plantation. Mais n'importe qui ne pourra désormais planter n'importe quoi n'importe où, comme cela aurait été le cas au plus tard dès 2016 ou 2018. Le nouveau régime permettra, jusqu'en 2030, de gérer les plantations pour toutes les catégories de vin, avec une limite maximale de croissance annuelle des

surfaces plantées fixée à 1 %, les Etats membres ayant la possibilité de prévoir un seuil de sauvegarde plus bas, au niveau régional ou national.

* * * * *

1. Warenverkehr : Provokation der Zollverwaltung

Klammheimlich hat die Eidgenössische Zollverwaltung ein Vorhaben gestartet, das für den Schweizer Weinbau sehr gefährlich ist. Sie will die Zollfreigrenze für die Einfuhr von Wein durch Privatpersonen von zwei auf 20 Liter pro Tag und Person heraufsetzen und den Zoll ab dem 21. Liter von 3 auf 2 Fr./l senken. Inhaltlich wie formal ist die vorgeschlagene Revision der Zollverwaltung schlicht und einfach inakzeptabel.

Gegenwärtig dürfen Privatpersonen bis drei Liter Wein zollfrei einführen. Von drei bis 22 l ist ein Zoll von 60 Rp./l zu bezahlen, ab dem 23. Liter gilt ein Zoll von 3 Fr./l. Diese Regelung ist bereits heute günstig für Parallelimporte. Ein Zoll von 60 Rp./l ist keine ernsthafte Behinderung für Importe. Der Vorschlag der Zollverwaltung ist nicht nur aus Sicht der Weinproduzenten mit aller Kraft zu bekämpfen. Auch der Einkaufstourismus darf nicht noch mehr gefördert werden. Aus diesem Grund hat der Schweizerische Weinbauernverband (SWBV), der Branchenverband Schweizer Reben und Weine (BSRW) und der Schweizerische Bauernverband im Vernehmlassungsverfahren zu den Verordnungen zur Agrarpolitik 2014-2017 im Juni verlangt, dass anstatt 20 Liter nur 5 Liter pro Person und Tag zollfrei eingeführt werden können und dass ab dem sechsten Liter ein Zoll von 3 Fr./l zu bezahlen ist.

Wir sind vom Vorschlag der Zollverwaltung, die ausschliesslich mit dem administrativen Aufwand der heutigen Regelung begründet wird und die wirtschaftlichen Interessen des Schweizer Weinbaus ausser Acht lässt, enttäuscht. Unsere Branche hat bereits mit einem kontinuierlichen Rückgang des Konsums – in 20 Jahren minus 14 Prozent – und dem starken Franken zu kämpfen. Dazu kommen Parallelimporte, die sich 2012 auf 25 Mio Liter beliefen. Wenn man weiss, dass die durchschnittlich konsumierte Weinmenge pro Person und Jahr 35 l beträgt, stellt eine Erhöhung der Zollfreimenge auf 20 l eine Provokation dar. Der Vorschlag der Zollverwaltung ist für uns wie erwähnt inakzeptabel.

Der BSRW und der SWBV werden die Erhöhung der Zollfreigrenze auf 20 Liter und die Senkung des Zolls auf 2 Fr./l auf keinen Fall akzeptieren. Wir erinnern daran, dass die Gegenseitigkeit mit der EU überhaupt nicht gegeben ist und dass die privat eingeführten Mengen in den Zollkontingenten nicht berücksichtigt werden. Diese Voraussetzungen machen eine Förderung der Privatimporte umso inakzeptabler.

Als Alternative, welche den Einkaufstourismus eindämmen könnte, prüft der BSRW erneut die Zollfreigrenze von 5 Liter und einen Zoll von 3 Fr./ ab dem sechsten Liter, was im Einklang mit unserer Stellungnahme zur AP 2014-2017 wäre. Aus diesem Grund läuft bis zum 5. August eine interne Vernehmlassung bei den Mitgliederorganisationen.

Zu berücksichtigen ist auch, dass in gewissen Grenzregionen bereits die heutige Regelung von kommerziellen Händlern für ihre Geschäfte ausgenützt wird. Würde die Zollfreigrenze auf 20 l angehoben, würde sich dieses Problem verschärfen und die Schweizer Weinproduktion, den lokalen Handel und das Kulturerbe unserer Weinberge gefährden. Die Zollverwaltung ist auch nicht in der Lage, die notwendigen Kontrollen durchzuführen. Sie kann deshalb nicht garantieren, dass die "touristischen" Einfuhren nicht zu kommerziellen Zwecken missbraucht werden.

Aus diesen Gründen setzen sich Weinbauernverband und Branchenorganisation dafür ein, die geltende Regelung beizubehalten oder mit einem Gegenvorschlag den Einkaufstourismus weniger attraktiv zu machen. Unsere Organisationen werden sich am 13. August definitiv festlegen und falls nötig in der Herbstsession im Nationalrat intervenieren.

2. Hagelschlag vom 20. Juni 2013

Beim verheerenden Hagelgewitter, das sich am 20. Juni 2013 über der Westschweiz entlud, wurden zahlreiche Weinberge in den Kantonen Genf, Waadt, Neuenburg und Bern stark betroffen, ja zum Teil vollständig verwüstet. Am 24. Juni 2013 verlangte der Präsident des SWBV beim Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) schriftlich Unterstützung bei der Umsetzung von Kurzarbeits-Massnahmen in den besonders betroffenen Rebbaubetrieben, wie dies 2005 im Lavaux der Fall gewesen war. Am 28. Juni, nach einer ersten Absage, reagierte das SECO positiv auf den Vorstoss unseres Präsidenten. Betriebe, die einen Antrag auf KA einreichen wollten, konnten dies bis zum 19. Juli 2013 bei der zuständigen Stelle ihres Kantons tun. Der SWBV wird beim Eidgenössischen Finanzdepartement beantragen, dass die Entschädigungen aus der Hagelversicherung im Jahr 2014 nicht im Jahr 2013 besteuert werden (DBSt).

Ausserdem hat der SWBV folgendes Pressecommuniqué veröffentlicht:

„Die vom heftigen Hagelgewitter vom 20. Juni 2013 betroffenen Winzer und Keltereienbetriebe haben von der Bevölkerung und von Konsumenten zahlreiche Bezeugungen der Unterstützung erhalten. Die betroffenen Weinbauern der Kantone Genf, Neuenburg, Waadt, der Region Bielersee und der Schweizer Weinbauernverband (SWBV) danken der Bevölkerung gemeinsam für die zahlreichen Sympathiekundgebungen. Auf die Frage, was zur Unterstützung der Branche getan werden kann, gibt es nur eine Antwort: Bleiben oder werden Sie Konsumenten von Schweizer Wein, besonders von Weinen der vom Hagel betroffenen Produzenten. In der Tat ist es über den Hagelschaden hinaus das Hauptziel der Produzenten und der betroffenen Weinbaugebiete, sich kurz-, mittel- und langfristig eine Stammkundschaft aufzubauen, die es ihnen erlaubt, die Betriebe und die Pflege der Weinberge weiterzuführen.

An seiner Sitzung vom 3. Juli 2013 zog der Vorstand des SWBV eine erste Bilanz über die Hagelschäden in den Kantonen Genf, Waadt, Neuenburg und in der Region Bielersee. Nach einer ersten Einschätzung wurden etwa 1'100 Hektaren Rebfläche in verschiedenem Ausmass vom Hagel betroffen (bis zu Verlusten von 100 %), was um die 6 Millionen Liter oder 6 % der Schweizer Weinernte ausmacht. Diese bedeutende Menge stellt aber die Versorgung des Marktes mit Schweizer Wein nicht in Frage. Unsere treuen Konsumenten können sicher sein, auch 2013 und 2014 uneingeschränkt Schweizer Weine bestellen zu können.

Anlässlich der gleichen Sitzung wurden mögliche Hilfsmassnahmen auf kantonaler und auf Bundesebene zur Unterstützung der betroffenen Betriebe geprüft. Hier muss daran erinnert werden, dass die Hagelversicherung eine ausreichende Risikoabdeckung für den Rebbau bietet. Sie berücksichtigt jedoch nicht den Mehrwert und die Arbeiten im Keller und für den Vertrieb. Nach einer Intervention des SWBV hat das SECO den Status „ausserordentliches Naturphänomen“ anerkannt, womit es den betroffenen Betrieben und Mitarbeitern möglich wird, von einem Kurzarbeitsprogramm (KA) zu profitieren. Wir bitten das SECO und die Kantone dringend, diese Massnahme pragmatisch anzuwenden, damit sie sich tatsächlich als nützlich erweist, wie dies 2005 im Lavaux der Fall war. Wir erinnern hier daran, dass die Kurzarbeit von der Arbeitslosenkasse finanziert wird, die auch von der Weinbaubranche gespeist wird. Die KA-Massnahmen sollen es erlauben, die wertvollen beruflichen Kenntnisse der Winzer, Weintechnologen und Önologen zu erhalten und die neue Herausforderung anzunehmen.

Im Übrigen begrüsst der SWBV die von den betroffenen Kantonen angeordneten Massnahmen und unterstreicht nochmals, dass er keine Ausnahmen von den AOC-Regeln wünscht, um so langfristig die Qualität und Authentizität unserer regionalen Weine zu garantieren. Um das Risi-

ko von Marktverlusten zu begrenzen, zählen unsere Winzer und Einkellerer mehr denn je auf die Treue der Schweizer Weinkonsumenten, die es ihnen erlaubt, ihre Betriebe weiter zu führen, die Weinberge zu pflegen und die Kundschaft weiterhin mit ausgezeichneten Weinen zu beliefern.“

Schliesslich hat die Schweizerische Hagelversicherungs-Gesellschaft Schweizer Hagel nach dem Hagelsturm vom 20. Juni eine Zwischenbilanz gezogen: Die durch die Hagelgewitter vom 20. Juni in der Westschweiz verursachten Schäden sind doppelt so hoch als die ersten Einschätzungen vermuten liessen. Sie betragen um die 33 Millionen Franken, gegenüber von ungefähr 15 Millionen, wie dies am Tag nach den Niederschlägen vermutet wurde. Die Resultate der Gutachten, die durch etwa 170 Spezialisten der Schweizer Hagel in den letzten Wochen erstellt wurden, berichten von 25,5 Millionen Franken Schäden im Rebbau und 7,5 Millionen Franken bei andern Kulturen (Getreide, Ölsaaten, Eiweisspflanzen, Obst, Tabak, Gemüsekulturen, Gartenbau und Baumschulen). Am stärksten betroffen sind die Kantone Neuenburg und Waadt mit Schäden in der Höhe von 12,5 respektive 12 Millionen Franken (davon 11 und 8,5 Millionen im Rebbau). Es folgen Genf (4 Millionen, davon 3,5 im Rebbau), Bern und die Region Bielersee (3,5 Millionen davon 2,5 im Rebbau), dann die andern Kantone, darunter Freiburg und Jura. In den betroffenen Regionen sind ungefähr 80 % der Betriebe gegen Hagel- und weitere Elementarschäden versichert. Schweizer Hagel wird die Begleichung der Schadenfälle nach den definitiven Einschätzungen vornehmen, die kurz vor der Weinernte stattfinden werden. Die Auszahlung sollte im Oktober erfolgen.

3. Massnahmen zur Sanierung der Lagerbestände AOC Weine

Der Bundesrat hat am 15. Mai 2013 die vom SWBV und vom BSRW verlangten Massnahmen zur Sanierung der Lagerbestände an AOC-Weinen genehmigt. Diese Massnahmen sind Teil des Massnahmenkatalogs 2012, der in die Vernehmlassung geschickt und durch die Sektionen des SWBV und des BSRW gutgeheissen wurde. Betriebe, die an der Ausschreibung teilnehmen wollten, konnten ihr Gesuch bis am 19. Juni 2013 an das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) einreichen. Insgesamt haben 14 Betriebe an der Ausschreibung teilgenommen mit einem Volumen von total 4,9 Millionen Litern und einem Gesamtbetrag an Beiträgen von 7,4 Millionen Franken. Jedoch wurde angesichts der vom Hagelschlag vom 20. Juni 2013 verursachten Schäden vom BLW verlangt, dass die betroffenen Winzer ihre Anträge auf Bundesgelder zur Sanierung der Lagerbestände zurückziehen können.

4. Agrarpolitik 2014 - 2017

Anfangs April 2013 hat das BLW die Verordnungsentwürfe betreffend die Agrarpolitik 2014 - 2017 in die Vernehmlassung geschickt. Unter den 16 zur Prüfung vorgelegten Gesetzestexten hat sich der SWBV auf folgende konzentriert: Verordnung über das bäuerliche Bodenrecht, Direktzahlungsverordnung, Landwirtschaftliche Begriffsverordnung, Strukturverbesserungsverordnung, Agrareinfuhrverordnung, Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung und Weinverordnung. Am 26 Juni 2013 hat der SWBV seine Stellungnahme beim BLW eingereicht. Die Zusammenarbeit des SWBV mit dem BSRW, VITISWISS und SVSW bei der Erarbeitung dieser Stellungnahme kann als ausgezeichnet eingestuft werden. Sie hat namhaft dazu beigetragen, dass die Ausgangsposition des SWBV von der gesamten Branche akzeptiert und übernommen wurde.

Die hauptsächlichlichen Forderungen der Stellungnahme sind folgende:

Verordnung über das bäuerliche Bodenrecht

- Forderung nach Anerkennung der Weinbereitung als Tätigkeit, die der Landwirtschaft nahesteht und durch SAK (Standardarbeitskraft) bewertet wird

Direktzahlungsverordnung

- Forderung nach einem Beitrag an die ökologische Produktion in Spezialkulturen
- Betreffend Pufferzonen: Suonen, Überläufe, Schieber, Bewässerungskanäle und andere Kanäle in den Rebbergen sollen nicht als Gewässer betrachtet werden, respektive sie sollen von der Pflicht zu Pufferzonen ausgenommen werden
- Forderung nach einem Beitrag für befahrbare Terrassen von CHF 5'000.00/ha und CHF 6'000.00/ha für Terrassenanlagen
- Was die Beiträge an die Versorgungssicherheit betrifft: Forderung nach einem Grundbeitrag von CHF 950.00/ha pro Jahr
- Forderung nach einem Grundbeitrag von CHF 550.00/ha pro Jahr für Freiflächen und mehrjährige Kulturen

Landwirtschaftliche Begriffsverordnung

- Aufhebung der Mindestgrenze von 25 Aren in Bauzonen für den Bezug von Direktzahlungen

Strukturverbesserungsverordnung

- Möglichkeit zur Kreditvergabe für Investitionen in Spezialkulturen an Betriebe ab 0,75 SAK
- Aufhebung der Vermögensgrenze bei der Vergabe von Strukturförderungsbeiträgen
- Forderung nach Anrechnung der Gesamtkosten bei der Berechnung von Investitionskrediten
- Die Investitionen für die Erstellung und den Unterhalt von Terrassenanlagen und befahrbare Terrassen sollen ebenfalls von Investitionskrediten profitieren können

Agrareinfuhrverordnung

- Im Personenverkehr soll die Freimenge zum privaten Verbrauch auf 5 l pro Tag und Person beschränkt werden, und die Zollgebühr soll ab dem 6. Liter CHF 3.00/l betragen

Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung

- Regionale Teilprojekte, organisiert auf überregionaler oder nationaler Ebene, sollen eine Finanzhilfe von 50 % erhalten

Weinverordnung

- Betreffend die Fremdkelterung: Die Produktion, die Verarbeitung und die Lagerung sollen unter Beachtung der kantonalen Ursprungsbezeichnungen stattfinden können
- Beibehaltung der Bezeichnung „Gletscherwein/Vin des Glaciers“ auf der Liste der weinspezifischen Begriffe
- Die Anwendung des Begriffs Riserva/Reserva/Réserve/Reserve soll durch die Kantone geregelt werden

- Die Bezeichnung „OEil-de-Perdrix“ soll an die Definition der Alkoholverordnung angepasst werden, die einen Verschnitt mit 10 % Pinot gris erlaubt, respektive mit einer weissen AOC Traubensorte, gemäss dem Entscheid des EDI
- Die Bezeichnungen „Petite Arvine“, „Vino prodotto con uva americana“ (TI und Misox) sowie „Plant Robert“ (VD) sollen in die Liste der traditionellen Bezeichnungen aufgenommen werden

Die ausgezeichnete Mitarbeit von BSRW, VITISWISS und SVSW bei diesen Stellungnahmen verdient es erwähnt zu werden.

Der SWBV hat zur Kenntnis genommen, dass das Referendum zur Agrarpolitik 2014 – 2017 nicht zustande gekommen ist. Zur Erinnerung: Die Delegiertenversammlung vom 24. April 2013 in Bex hat sich einstimmig gegen dieses Referendum ausgesprochen in der Meinung, dass eine Volksabstimmung negative Auswirkungen auf die ganze Branche haben könnte.

5. Europäischer Weinbau

Nach jahrelangen heftigen Diskussionen kann sich die europäische Weinwelt über die Rückkehr zu einem Regulierungsprinzip für Rebpflanzungen freuen. Tatsächlich ist die ultraliberale Revolution vom Tisch, die von der dänischen Ex-Kommissarin Mariann Fischer Boel angeregt wurde. Diese neue Regelung wurde bisher nicht in die Praxis umgesetzt und hätte die Pflanzungsrechte unterdrückt, die von der GMO für Wein im Jahr 2008 festgelegt worden waren. In Zukunft geht es um Pflanzungsbewilligungen und nicht mehr um Pflanzungsrechte. Von jetzt an kann also nicht irgendwer irgendwas irgendwo pflanzen, wie dies spätestens ab 2016 oder 2018 der Fall gewesen wäre. Die neue Regelung erlaubt es, bis 2030 Pflanzungen für alle Kategorien von Wein anzulegen, mit einer jährlichen Wachstumsobergrenze der bepflanzten Flächen von 1 %. Die Mitgliedstaaten haben die Möglichkeit, auf regionaler oder nationaler Ebene eine niedrigere Schutzgrenze festzulegen.